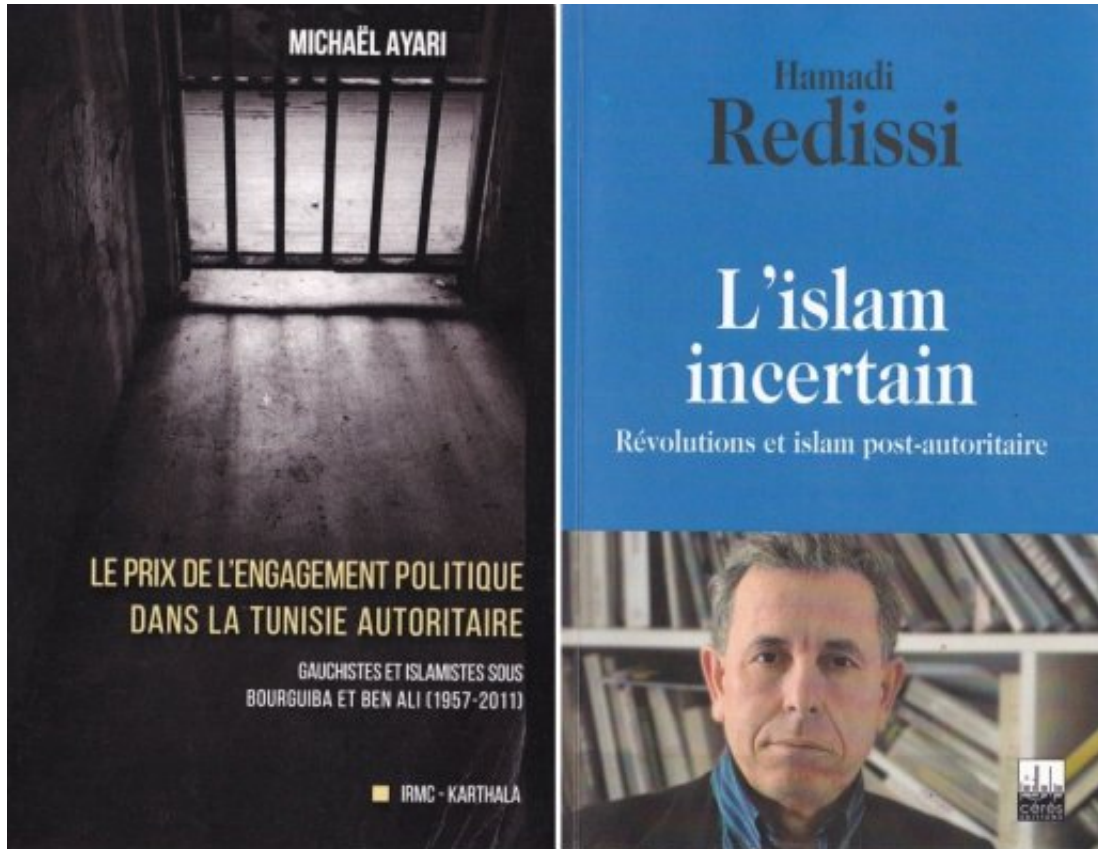


Tunisie: l'islam politique bouge, l'«islamologie politique» aussi

Par Hicham Abdessamad - Le 14-03-2018



A travers cette présentation condensée des deux derniers ouvrages de M. Ayari et H. Redissi, Hicham Abdessamad fait le pari que, de la cacophonie qui a suivi les bouleversements en œuvre dans la société et l'État tunisiens depuis fin 2010, semble émerger, en Tunisie, un genre nouveau de discours savant autour du devenir de l'islam politique. Cela prend chez les uns la forme d'un sage retour aux données empiriques en vue de bricoler de nouvelles catégories en prise avec le terrain. Tandis qu'il se manifeste chez d'autres par l'abandon de la position du surplomb essentialiste, à la faveur d'un effort de questionnement ouvert.

On le sait, la Révolution tunisienne a libéré toutes les paroles : les bonnes, les moins bonnes et parfois les pires. Elle a débridé quelques vocations et inspiré beaucoup d'inepties. La vie des livres politiques en Tunisie est à l'avenant : si la production éditoriale est foisonnante, la qualité ne suit pas toujours. On a l'impression d'évoluer dans une sorte de cour des miracles, où il y a pas mal de charlatanisme, des monceaux de banalités, mais aussi des œuvres stimulantes, parfois audacieuses... On s'intéressera ici à quelques ouvrages qui présentent des réflexions neuves. Car notre pari ici, sans doute un peu risqué, est que l'on assiste à l'esquisse d'un genre appelé à s'épanouir : on l'appellera science politique de l'islam,

islamologie politique ou sociologie de l'islam politique, peu importe l'enseigne pour le moment, le fait est que les idées s'agitent autour du devenir de l'islam politique dans le pays qui a vu les premiers feux d'artifice du « Printemps arabe » et le premier triomphe électoral de l'islamisme.

Au vrai, l'islam politique est un thème quasi obsédant – et pour cause – de la littérature politique tunisienne bien avant la révolution[1]. Nous intéresserons ici à quelques ouvrages récents qui secouent l'épure peuplée d'essentialisme qui enserrait la réflexion politique tunisienne sur la question.

Origine sociale et culture politique

Le premier est celui de Michaël Ayari : *Le prix de l'engagement politique dans la Tunisie autoritaire, gauchistes et islamistes sous Bourguiba et Ben Ali (1957-2011)*[2]. L'ouvrage ne s'intéresse pas directement aux mutations qui travaillent l'islam politique mais il propose un abord radicalement nouveau (pour la sociologie politique tunisienne) en explorant des déterminations qui transcendent les antagonismes idéologiques et en tentant de dévoiler des cousinages inattendus entre « gauchistes » et « islamistes ». Ayari revendique un angle original : s'il se tient au plus près de son objet, il se déprend de l'affichage revendiqué par les acteurs eux-mêmes. L'« Origine socio-identitaire » de ces derniers (OSI), catégorie forgée par ses propres soins et calibrée pour coller au « terrain » permet selon lui d'accéder aux soubassements et aux motivations sourdes de l'engagement. Cet outil d'analyse *ad hoc* est un alliage entre la « dernière instance » sociale, comme dirait l'autre, le tropisme régionaliste et la méritocratie bourguibienne. Envisagée comme une invitation à aller au-delà des clivages caducs cette approche de l'engagement est, si j'ose dire, assez engageante. D'autant qu'elle s'appuie sur une enquête au long cours auprès de plusieurs dizaines de militants de la gauche et de la mouvance islamiste. La prosopographie en annexe du livre est, à cet égard, très instructive.

On peut certes contester la pertinence d'une méthode trop confiante en la cohérence d'une conceptualisation *sui generis*, mais il y a quelque chose de réjouissant dans ce pied-de-nez à une certaine hérésiographie laïciste qui condamne la sociologie politique de l'islam et/ou de l'islamisme aux syllogismes essentialistes (L'islam est ainsi fait, l'islamisme sera fait ainsi) ou à la tétatologie (l'islam est un corpus sain(t) et l'islamisme en est une malformation maligne). On peut néanmoins être dubitatif face à des conclusions parfois abruptes. L'affirmation selon laquelle « l'importance des clivages [régionalistes] permet de comprendre les limites du politique... » est par exemple à la fois très suggestive et sujette à caution. Le ressentiment ataviques des « élites extra-muros » (pour rester dans le lexique, finement composé, de l'auteur), celles originaires des régions délaissées, transparaît en effet dans des sorties politiques ou intellectuelles en guerre contre « les élites de la Marsa et du Sahel »... Mais le sésame « OSI » peine à décrypter la mixité sociale et régionale qui caractérise la direction de la formation nahdaouie. Reste que sous la plume de Michael Ayari, les militants islamistes redeviennent des acteurs politiques sociologiquement pensables. On est à mille lieues du paradigme de la décadence[3] et des théories de l'exceptionnalité...

Redissi : le temps des révisions ?

La transition est toute trouvée, le deuxième ouvrage étant celui de Hamadi Redissi, auteur naguère d'un

livre qui a fait sensation : *L'exception islamique*^[4]. Il est difficile de résumer le propos de son nouvel ouvrage, *l'islam incertain*, resserré et dense, truffé de références, notamment à des travaux anglo-saxons (dois-je confesser ici une ignorance crasse de ce luxuriant corpus). Ce que j'en retiens et qui à mon sens mérite d'être retenu, c'est avant tout la conversion heureuse de l'auteur (en vérité c'est une confirmation) à l'abord empirique du fait islamiste. On peut certes s'interroger sur l'obstination qu'il met à circuler sans préavis de l'islam à l'islamisme, comme deux sujets politiques interchangeables sans éprouver le besoin de s'expliquer. Le parti pris de méthode et de vocabulaire est avéré. Disons qu'à ses yeux, les deux vocables sont unis comme le socle et l'objet du théologico-politique tel qu'il se trame en terre musulmane. Il y a tout de même une ligne de fuite cette fois : Redissi ne considère plus le projet islamiste comme un monolithe théocratique qui traverse le temps. Tout en nuances, il prend son monde à contrepied en balançant tranquillement : « la théo-démocratie n'est pas à proprement parler une théocratie : la charia y perd son unité médiévale et l'État islamique se veut civil. Deux mutations de type post-autoritaire ». Peu soucieux du dépit que l'on peut imaginer d'un lectorat gourmand de pamphlets vengeurs, l'auteur n'hésite pas à dire son hésitation. Revenant par exemple sur la thématique du post-islamisme au cœur de la controverse française^[5], il s'abstient à la fois de prendre parti dans cette querelle et de « banaliser l'islam politique » comme les prémisses de son raisonnement le laissent supposer. Ainsi va le livre, alerte, nerveux, parfois décousu... *un work in progress* livré tel quel. Gageons que, après un moment de décantation, Redissi reviendra avec plus d'autorité sur les idées esquissées dans cet essai.

Quoiqu'il en soit, la bonne nouvelle est que l'auteur nous propulse loin des certitudes qui scandent son *Exception islamique*. L'amour des concepts continue à l'emporter sur l'inventaire des faits, mais les catégories s'animent, circulent, mutent... La thèse centrale défendue ici, savoir que l'islam (politique) post-autoritaire est entré dans un no man's land indécidable, est servie par une rare érudition et par un sens de la formule qui fait souvent mouche.

On aura appris que le fixisme n'est pas dans les choses mais dans la vision des choses. Tout se passe comme si Hamadi l'incertain s'affaire à déconstruire, à dés-essentialiser le Redissi blindé de certitudes de 2004. Car notre auteur fait montre d'une agilité de véritable historien des idées. Il multiplie les généalogies intellectuelles, les va-et-vient entre les ulémas du temps jadis et les politiques d'aujourd'hui. L'exercice est périlleux et nous vaut quelques hypothèses qui s'effilochent en cours de route nous laissant sur notre faim. Sans doute l'impatience de tout vouloir débiller est-elle contrariée par l'urgence d'aller à l'essentiel.

La conclusion du livre est l'illustration de cette impatience. Daech représente l'innommable, l'indicible, l'horreur absolue, point n'est besoin d'en chercher l'origine nous dit l'auteur. Et de citer Spinoza dénonçant la barbarie. Soustraire le phénomène Daech au registre religieux, voire au jihadisme, comme le fait Redissi ne dispense pas de tenter de le comprendre. N'est-ce pas l'auteur du [Traité Théologico-politique](#) lui-même qui avait lancé le fameux « mot d'ordre » philosophique : ne pas rire, ne pas pleurer, mais comprendre.

Michaël Ayari : *Le prix de l'engagement politique dans la Tunisie autoritaire, gauchistes et islamistes sous Bourguiba et Ben Ali*, Paris-Tunis, IRMC-Karthala, 2017

Hamadi Redissi, *l'islam incertain*, Tunis, Cérès éditions, 2017

[1] Il faudra un jour revenir sur le peu d'entrain des historiens tunisiens pour l'objet « islamisme ». Les travaux antérieurs à 2011 sont surtout le fait de sociologues comme Abdellatif Hermassi ou de politistes comme Mohamed Chérif Ferjani. Cependant, l'optique transnationale des travaux de ce dernier aborde l'islamisme tunisien incidemment ou à titre d'illustration.

[2] Il s'agit de la version actualisée d'une thèse de doctorat en science politique soutenue en 2009, *S'engager en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, Aix-en-Provence. L'auteur est analyste principal de l'ONG Crisis group en Tunisie depuis 2011.

[3] Pour une critique historique de ce paradigme qui a longtemps pesé sur la sociologie comme sur l'histoire des islams, cf. Sami Bargaoui : « Le paradigme du déclin et l'histoire intellectuelle de la Tunisie moderne », *Actes du Colloque La périodisation dans l'écriture de l'histoire du Maghreb*, Diraset, Arabesques, 2009.

[4] Paru chez Seuil, 2004

[5] Celle qui oppose les trois têtes de réseaux de l'islamologie politique française : Olivier Roy, Gille Kepel et François Burgat. Une controverse que H. Redissi semble connaître sur le bout des doigts.